

## Rapport de l'atelier académique international

### « La politique de l'Allemagne en Afrique de l'Ouest: nouvelles approches, perceptions et les attentes de la région »

Dakar (Sénégal), Hôtel Fleur de Lys Plateau, 11 février - 13 février 2020

#### Résumé

Ce deuxième atelier international sur « *La politique de l'Allemagne en Afrique de l'Ouest : nouvelles approches, perceptions et attentes de la région* », s'est tenu du 11 au 13 février 2020 à Dakar, au Sénégal. Contrairement au premier atelier de Berlin (2018), qui traitait notamment des perspectives européennes et allemandes sur la situation sécuritaire en Afrique de l'Ouest, l'atelier de cette année à Dakar a naturellement mis l'accent sur les perspectives et les défis de l'Afrique de l'Ouest en matière de sécurité et de conflits humains et économiques, et une analyse approfondie des efforts qui ont été déployés pour y faire face et des défis qui restent à relever. En même temps, la question de recherche directrice de ce projet porte sur le rôle et les limites de la politique allemande en Afrique de l'Ouest en ce qui concerne une meilleure prise en compte des attentes de la région afin d'aborder les conflits les plus délicats.

La coordination de l'atelier du côté allemand a été assurée par l'*Université Helmut-Schmidt* (Prof. Dr. Michael Staack) et l'*Institut pour la théologie et la paix* (Prof. Dr. Heinz-Gerhard Justenhoven), tous deux situés à Hambourg, en Allemagne. La majorité des universitaires, analystes politiques et praticiens de premier plan sont venus d'Afrique de l'Ouest, en particulier du Ghana, du Mali, du Nigeria, du Cap-Vert et du Sénégal. Quelques participants sont venus d'Europe, notamment d'Allemagne et de France. Les partenaires de coopération de la région sont l'*Institut d'Afrique de l'Ouest* (Prof. Dr. Djénéba Traoré) à Praia, au Cap Vert, et le *Centre d'Etudes Diplomatiques et Stratégiques* (Prof. Dr. Oumar Ndongo) à Dakar, Sénégal. L'atelier était aimablement financé par la *Fondation allemande pour la recherche sur la paix* et la *Fondation Deichmann*.

gefördert durch

## **Énoncé du problème / Question de recherche**

L'intérêt de l'Allemagne pour l'Afrique de l'Ouest a considérablement augmenté depuis 2013 et a conduit à une revalorisation politique de la région. Cela est dû non seulement aux missions de la Bundeswehr au Mali, qui ont débuté en 2013 et qui sont menées dans le cadre de l'UE et des Nations unies, mais aussi à l'augmentation des flux migratoires de l'Afrique vers l'Europe. Bien que le gouvernement fédéral allemand ait intensifié sa politique de développement, sa politique migratoire, sa politique étrangère et de sécurité ainsi que ses activités dans la région et les ait appuyées de manière programmatique au moyen de plusieurs documents stratégiques, un certain nombre d'objectifs contradictoires peuvent être identifiés. Il s'agit, entre autres, de la prise en compte insuffisante des perceptions et des approches régionales et locales ainsi que de la coordination insuffisante avec les partenaires au sein de la région.

Dans ce contexte, la question de recherche à traiter est la suivante: « Dans quelle mesure les attentes allemandes et africaines concernant le développement de la région de l'Afrique de l'Ouest coïncident-elles, dans quelle mesure et à quels égards divergent ces deux aspects, et quelles conclusions peuvent en être tirées pour améliorer la coopération au développement et à la sécurité à l'avenir? »

## **Recommandations**

1. L'établissement d'un État fonctionnel est considéré comme la condition préalable la plus importante pour la stabilité et le développement en Afrique de l'Ouest. Un État qui peut remplir ses fonctions centrales est reconnu comme légitime par ses citoyens. En revanche, la défaillance d'un État n'est pas seulement une cause de déstabilisation structurelle des États concernés, mais elle enrichit les possibilités pour les réseaux terroristes et criminels d'établir et d'étendre leurs activités. Renforcer l'État est donc une stratégie clé pour atteindre la stabilité dans la région. Outre le Mali, le Burkina Faso en particulier, semble de moins en moins capable de remplir les fonctions centrales de l'État.
2. L'UE et l'Allemagne devraient renforcer leur engagement en termes de développement économique et technique et d'émancipation des femmes et des jeunes filles. Une plus grande implication des hommes est nécessaire pour plus de sensibilisation et de cohérence en matière de genre dans les communautés locales, pour ainsi initier un changement social de grande envergure au sein de la société. Les changements nécessaires constituent un processus à long terme qui doit être poursuivi en tenant compte des conflits. Le développement économique, la réduction de la pauvreté et l'autonomisation des femmes et des filles doivent aller de pair. L'Allemagne peut y contribuer par une coopération au développement ciblée et par la promotion des processus de dialogue au sein de la société africaine.
3. La migration vers l'Europe n'est pas une solution pour un meilleur développement en Afrique de l'Ouest. L'isolement de l'Europe n'est pas non plus une solution pour l'UE. Dans son propre intérêt démographique et en vue de son marché du travail, l'Allemagne devrait fournir les possibilités

d'immigration légales par la coopération en matière d'éducation et l'accès qualifié à certains groupes issus de domaines tels que les soins infirmiers et de santé.

4. Depuis près de cinq décennies, la CEDEAO est une organisation régionale efficace pour toute l'Afrique de l'Ouest. Bien que fondée sur l'objectif premier de l'intégration économique, elle a cependant très vite étendu ses activités à la politique de sécurité et à la coordination de la politique étrangère. Néanmoins, la CEDEAO ne dispose pas encore des capacités militaires pour pouvoir garantir la paix en Afrique de l'Ouest sans soutien international. Les conflits d'intérêts entre les États membres anglophones et francophones représentent des obstacles latents, mais il est possible de les surmonter par un équilibre et une conciliation des intérêts. L'UE et l'Allemagne devraient donc promouvoir le renforcement de la capacité d'action de la CEDEAO.

5. Ni les mesures de renforcement des capacités ni les missions de lutte contre le terrorisme n'ont jusqu'à présent permis d'obtenir des succès significatifs dans la région. Au lieu d'étendre la stabilité, les troupes du G5 ont dû faire face à une nouvelle déstabilisation et une perte de contrôle massive, en particulier dans les régions frontalières du Burkina, du Mali et du Niger. Comme l'armée est incapable d'assurer sa propre sécurité, elle est devenue une cible privilégiée pour les attaques terroristes. Tel que mis en évidence lors du sommet entre le président français Macron et les chefs d'État des cinq pays du G5 en janvier 2020 à Pau, en France, le format de coopération du G5 traverse une crise de grande envergure. Dans ce contexte, il convient d'examiner si la force conjointe du G5 n'est pas devenue contre-productive. Il existe une alternative à la force du G5 via le renforcement de la capacité militaire de la CEDEAO.

6. Les accords économiques de partenariat et le pacte avec l'Afrique ('Compact with Africa') doivent être considérés de manière sceptique. Malgré quelques améliorations, ces accords économiques consolident des relations commerciales asymétriques en faveur de l'UE et entravent le développement de l'agriculture et de l'industrialisation en Afrique de l'Ouest. Il est donc nécessaire de modifier les initiatives afin de créer de meilleures options de développement pour la région, dont les effets bénéficieraient aussi indirectement l'UE.

7. Une participation de la Bundeswehr aux opérations de combat françaises et à la force conjointe G5 n'est pas prometteuse. L'Allemagne devrait plutôt étendre sa participation à la mission EUTM - si elle est réformée en accord avec le gouvernement malien.

8. Une approche plus coopérative et cohérente, notamment en matière de coopération entre les acteurs régionaux et extérieurs, est fortement recommandée en termes de politique de paix et de sécurité. Les attentes mutuelles doivent être discutées et prises en compte dans une plus large mesure. Toutefois, les mesures doivent suivre le principe 'solutions (ouest-) africaines aux problèmes (ouest-) africains'.